

# ACTION URGENTE

## UNE DÉFENSEURE DES DROITS FONDAMENTAUX DES INDIGÈNES EST EN DANGER

**Obtilia Eugenio Manuel, une défenseure des droits humains mexicaine qui dirige une organisation indigène, a reçu une menace de mort écrite le 6 mars. Sa vie est en danger.**

Le 6 mars, Obtilia Eugenio Manuel, présidente de l'Organisation du peuple indigène me'phaa (OPIM), a reçu une menace de mort écrite dans les locaux de son organisation, à Ayutla de los Libres (État de Guerrero). En voici le contenu : « Obtilia, calme-toi salope. Arrête d'aller dénoncer partout ce que fait le gouvernement. Je sais que tu déposes des plaintes à tous les niveaux. Calme-toi. On peut t'avoir quand on veut. Ne crois pas que tu es faite de métal, les balles peuvent toujours traverser. Nous sommes protégés par le gouvernement fédéral, les autorités de l'État et les responsables locaux. Ne fais pas l'idiote, nous sommes tout près. » Le même jour, Obtilia Eugenio Manuel et ses collègues avaient aperçu un homme qui observait, sans même se cacher, les locaux de l'OPIM. Il surveillait notamment les allées et venues d'Obtilia Eugenio Manuel. Cet homme a également pris des photos au moyen de son téléphone portable.

À la suite de menaces et de manœuvres de harcèlement répétées, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a adopté en avril 2009 des mesures conservatoires en faveur d'Obtilia Eugenio Manuel, de son mari et de leurs enfants, ainsi que des membres de l'OPIM et d'autres défenseurs des droits humains de l'État de Guerrero. Ces mesures conservatoires enjoignent aux autorités mexicaines d'assurer la protection des personnes en danger. Certaines mesures ont été prises, telles que la mise à disposition de téléphones portables, mais les auteurs des menaces et des agressions n'ont jamais été identifiés ni tenus de rendre des comptes.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité d'Obtilia Eugenio Manuel et des autres membres de l'OPIM au vu de la menace de mort reçue tout récemment et de la surveillance dont ont fait l'objet les locaux de cette organisation, à Ayutla de los Libres ;
- demandez que ces personnes bénéficient d'une protection efficace, conformément à leurs souhaits et aux mesures conservatoires de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ;
- exhortez les autorités à diligenter une enquête exhaustive sur la menace proférée à l'encontre d'Obtilia Eugenio Manuel et des autres membres de l'OPIM, ainsi que sur la surveillance des locaux de cette organisation, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces faits.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 AVRIL 2010 À :**

Ministre de l'Intérieur :  
Lic. Fernando Francisco Gómez-Mont  
Secretaría de Gobernación  
Bucareli 99, 1er. piso,  
Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc,  
México D.F., C.P.06600, Mexique  
**Fax : +52 55 5093 3414**  
**Courriel : [secretario@segob.gob.mx](mailto:secretario@segob.gob.mx)**  
**Formule d'appel : Señor Secretario, /**  
**Monsieur le Ministre,**

Gouverneur de l'État de Guerrero :  
Gobernador del Estado de Guerrero  
Palacio de Gobierno,  
Blvd. René Juárez Cisneros No. 62,  
Ciudad de los Servicios, Chilpancingo,  
C.P. 39075, Guerrero, Mexique  
**Fax : +52 747 471 9956**  
**Courriel : [gobernador@guerrero.gob.mx](mailto:gobernador@guerrero.gob.mx)**  
**Formule d'appel : Señor Gobernador, /**  
**Monsieur le Gouverneur,**

Procureur général de l'État de Guerrero :  
Mtro. Albertico Guinto Sierra Encargado  
de Despacho de la PGJE de Guerrero,  
Carretera Nacional México-Acapulco  
Km. 6+300 Tramo Chilpancingo-  
Petaquillos, Chilpancingo 39090,  
Guerrero, Mexique  
**Fax : +52 747 472 2328**  
**Courriel : [cprocurador@pgjgro.gob.mx](mailto:cprocurador@pgjgro.gob.mx)**  
**Formule d'appel : Señor Procurador, /**  
**Monsieur le Procureur général,**

**Veillez également adresser des copies à Organisation de défense des droits humains : Centro de Derechos Humanos de la Montaña**

**« Tlachinollan » AC. Courriel : [cdhm@tlachinollan.org](mailto:cdhm@tlachinollan.org)**

**ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UNE DÉFENSEURE DES DROITS FONDAMENTAUX DES INDIGÈNES EST EN DANGER

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

En tant que fondatrice et directrice de l'OPIM, Otilia Eugenio Manuel a été la cible de nombreuses menaces, manœuvres d'intimidation et opérations de surveillance. L'une des plus récentes manœuvres d'intimidation dont elle a fait l'objet s'est déroulée le 17 mars 2009, juste après une cérémonie religieuse en mémoire du défenseur des droits humains Raúl Lucas Lucía, dirigeant d'une autre organisation locale de défense des droits fondamentaux des indigènes, qui a été tué en février 2009. Otilia Eugenia Manuel a reçu sur son téléphone portable trois SMS la menaçant de mort ; l'un des messages la prévenait aussi qu'aucune organisation de défense des droits humains ne pourrait la protéger. En janvier 2009, Otilia Eugenio Manuel a été suivie à plusieurs reprises. Elle a reconnu l'un des hommes qui la suivaient : il s'agissait d'un partisan d'un *cacique* (dirigeant politique local). Un autre homme lui a crié par la fenêtre de sa voiture : « Tu te crois si courageuse ? Tu penses être une vraie femme ? Espérons que tu iras aussi en prison [...]. Si tu ne vas pas en prison, on te tuera. » (voir l'AC/AU 314/08, AMR 41/006/2009)

Le 9 avril 2009, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a adopté des mesures conservatoires exigeant que les autorités prennent des dispositions pour protéger la vie et l'intégrité d'Otilia Eugenio Manuel, de sa famille, des autres membres de l'OPIM et de 29 membres du Centre de Tlachinollan, qui ont également été menacés. Si certaines mesures de protection ont été mises en place, les autorités de l'État n'ont pas avancé dans l'enquête sur les menaces contre Otilia Eugenio Manuel ou le Centre de Tlachinollan.

En avril 2010, la Cour interaméricaine des droits de l'homme examinera le cas d'Inés Fernandez, une femme indigène violée par des militaires en 2002, dont l'affaire n'a jamais fait l'objet d'une véritable enquête. Otilia Eugenio Manuel s'est associée dès le début au combat visant à obtenir justice pour Inés Fernandez et pourrait être citée comme témoin. Elle a aussi demandé ouvertement qu'il soit mis fin au harcèlement et aux manœuvres d'intimidation dont sont victimes des militants de l'OPIM. Elle a, en particulier, dirigé la campagne en faveur de la libération immédiate et inconditionnelle de Raúl Hernández, un prisonnier d'opinion soutenu par Amnesty International.

Pour obtenir davantage d'informations sur les risques encourus par les défenseurs des droits humains au Mexique, veuillez consulter le rapport d'Amnesty International intitulé *La lutte pour la justice et la dignité. Les défenseurs des droits humains au Mexique*, AMR 41/032/2009, disponible à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/032/2009/fr>.

AU 63/10, AMR 41/021/2010, 15 mars 2010

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

